



MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

**UNIVERSITE GRENOBLE ALPES
DGD PAT – Direction d'Exploitation Maintenance
CS 40700
38058 Grenoble cedex 9**

**MAINTENANCE DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE
MULTIMARQUE DES BÂTIMENTS DE L'UGA ET DE L'IEP**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Coordonnateur du groupement de commandes :

Université Grenoble Alpes
CS40700
38058 Grenoble cedex 9

Membre du groupement de commandes :

Institut d'Etudes Politiques de Grenoble 1030, Avenue Centrale
38400 Saint Martin D'Hères

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 - CONTEXTE	3
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE.....	3
ARTICLE 2 - DESCRIPTION DES SITES	3
ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES INSTALLATIONS ET OUVRAGES	3
ARTICLE 4 - LIMITES DE PRESTATIONS.....	4
ARTICLE 5 - TEXTES REGLEMENTAIRES ET NORMATIFS	4
CHAPITRE 2 - OBJECTIFS ET DEFINITIONS DES BESOINS.....	7
ARTICLE 6 - DEFINITIONS DES BESOINS	7
ARTICLE 7 - OBLIGATION DE RESULTATS ET OBLIGATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	8
CHAPITRE 3 - MAINTENANCE – CONTENU DES PRESTATIONS.....	9
ARTICLE 8 - DEFINITIONS	9
8.1 - Rappel des niveaux d'intervention.....	9
8.2 - Maintenance préventive	10
8.3 - Maintenance corrective.....	12
ARTICLE 9 - PRESTATIONS DE MAINTENANCE – SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE	12
9.1 - Généralité et prestations minimales.....	12
9.2 - Prestations complémentaires	13
9.3 - Formation du personnel des sites en charge de la sécurité	13
9.4 - Obligation de conseil et d'information.....	13
ARTICLE 10 - MODALITES D'EXECUTION.....	14
10.1 - Maintenance préventive	14
10.2 - Maintenance corrective	16
10.3 - Assistance téléphonique.....	17
ARTICLE 11 - DELAIS.....	18
11.1 - Délais d'intervention pour dépannage	18
11.2 - Délai de remise en état	18
11.3 - Délais d'établissement d'un diagnostic.....	18
ARTICLE 12 - FOURNITURES ET PIECES DE RECHANGE	18
ARTICLE 13 - FOURNITURE DE L'OUTILLAGE	19
ARTICLE 14 - DOCUMENTS ET REUNIONS D'EXPLOITATION	19
14.1 - Documents consultables sur site – Carnet d'entretien et registre de sécurité	19
14.2 - Mise à jour des documents.....	19
14.3 - Documents périodiques à fournir à l'Université Grenoble Alpes.....	19
ARTICLE 15 - PRISE EN CHARGE - REMISE DU MATERIEL ET EQUIPEMENTS	22
15.1 - Description des missions attendues	22
15.2 - Connaissance des lieux et des équipements	22
15.3 - Organisation de l'exploitation et mise en place des prestations.....	23
15.4 - Etiquetage.....	23
15.5 - Livrables attendus	24
15.6 - Remise des matériels et équipements.....	24

CHAPITRE 4 - SUIVI DES VERIFICATIONS REGLEMENTAIRES	25
ARTICLE 16 - DEFINITIONS	25
CHAPITRE 5 - DISPOSITIONS PARTICULIERES	26
ARTICLE 17 - REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR	26
ARTICLE 18 - DEVIS ET FACTURATION	26
18.1 - Devis.....	26
18.2 - Facturation	26
ARTICLE 19 - DISPOSITIONS RELATIVES AU PERSONNEL DU TITULAIRE	27
19.1 - Le Responsable	27
19.2 - Personnel sur site	27
ARTICLE 20 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	28
20.1 - Règles de sécurité.....	28
20.2 - Plan de prévention	28
20.3 - Procédures en cas de sinistre	29
20.4 - Protection des installations existantes	29
20.5 - Travaux annexes	29
20.6 - Organisation des prestations	29
20.7 - Garantie.....	30
20.8 - Matériels et objets confiés au titulaire	30
20.9 - Signalisation des travaux	31
20.10 - Impact environnemental	31

Chapitre 1 - CONTEXTE

Article 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet l'exécution des prestations d'entretien des systèmes de sécurité incendie des bâtiments de l'Université Grenoble Alpes (UGA).

Les stipulations de l'Acte d'Engagement, du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) ont pour objet de définir les conditions générales et particulières du marché dans lequel l'UGA confie au TITULAIRE toutes les tâches relatives à l'entretien des systèmes de sécurité incendie décrits au présent C.C.T.P.

Sans préjuger de la description des tâches détaillées dans les articles de l'Acte d'Engagement, du C.C.A.P. et du présent C.C.T.P., le TITULAIRE est responsable, tous les jours, de ses obligations contractuelles.

Article 2 - DESCRIPTION DES SITES

Constitué de plus de 500 000 m² de locaux, le patrimoine immobilier de l'Université Grenoble Alpes (UGA) est particulièrement important. Laboratoires de recherche, locaux d'enseignement, bureaux, infrastructures sportives... représentent plus de 200 bâtiments répartis sur une douzaine de sites et 6 départements. Les équipements concernés par le présent appel d'offre sont listés à l'annexe 1 du présent CCTP.

Article 3 - DESCRIPTION DES INSTALLATIONS ET OUVRAGES

L'ensemble des équipements objet du marché comprend les systèmes de sécurité incendie composés de :

- **Les équipements centraux (ECS, CMSI),**
- **Les détecteurs automatiques, les déclencheurs manuels, les tableaux de report**
- **Les équipements d'alarme et leurs périphériques,**
- **Les asservissements associés au compartimentage, au désenfumage et au arrêts techniques,**
- **Les alimentations et batteries associées.**
- **Les ventouses des portes à fermeture automatique**
- **Les transmetteurs téléphoniques associés au SSI**

La localisation, description, quantitatif et spécifications techniques des installations à entretenir sont indiquées en annexe 1 du CCTP.

Cette liste permet au TITULAIRE d'apprécier la taille des installations et d'en déduire les contraintes de maintenance.

Cette liste est donnée à titre indicatif. Il est sous-entendu qu'il faut rajouter l'ensemble des matériels constituant les installations et habituellement nécessaires à leur bon fonctionnement. Il appartient au

TITULAIRE de compléter, s'il le juge nécessaire, cette liste pour établir sa proposition car il ne saurait en aucun cas se prévaloir d'une quelconque omission.

Article 4 - LIMITES DE PRESTATIONS

Les limites de prestations sont définies de manière à garantir à chaque intervenant le plein exercice de sa responsabilité.

Pour chaque installation définie dans le présent C.C.T.P. les limites de prestation obéissent aux règles générales suivantes :

- Font partie, sans aucune restriction, de l'objet du marché, tous les équipements figurant sur la liste jointe en annexe 1 ainsi que tous les réseaux les reliant entre eux.
- Pour l'alimentation des équipements objet du marché, les limites de prestation sont fixées aux borniers ou dispositifs de raccordement de l'équipement inclus.
- Pour les organes, hors objet du marché, asservis ou alimentés par un des équipements les limites de prestations sont fixées aux borniers ou dispositifs d'alimentation de l'organe exclus à l'exception des ventouses de portes qui sont inclus au marché.

Précisions sur les limites de prestations

Matériel central

La responsabilité du TITULAIRE débute au matériel central du SSI (SDI et CMSI) ainsi que toutes les alimentations et batteries associées.

Tous les périphériques associés au matériel central constituant le SSI tels que les détecteurs, déclencheurs manuels, TRE, DSNAs sont de la responsabilité du titulaire

Téléphonie

Le TITULAIRE assure le maintien en état de fonctionnement des systèmes de transmetteur téléphonique au titre du présent contrat. Il pourra également être sollicité pour des mise à jour de programmation des numéros appelés dans le cadre de ces interventions sans surcoût.

Article 5 - TEXTES REGLEMENTAIRES ET NORMATIFS

Le marché sera soumis aux textes réglementaires français et européens applicables à ces équipements du/de la :

- Les C.C.T.G. édités par le C.S.T.B. en vigueur à la signature du marché ;
- Les prescriptions techniques contenues dans les Avis Techniques du C.S.T.B. ;
- L'ensemble des textes officiels relatifs aux règles de protection et de sécurité sur les chantiers
- Toutes les prescriptions propres au présent projet relatives aux normes de sécurité ;
- Les recommandations professionnelles.

1. Il devra notamment se soumettre à l'ensemble des normes et règles en vigueur à la date de remise de l'offre, spécialement :

- Le code de l'urbanisme R 111.1 à R 111.4
- Le code de la construction et de l'habitation R 123.1 à R 123.55
- Le code du travail
- Règlement sanitaire départemental

- Les prescriptions du conseil national supérieur de l'hygiène
- Décret du 14/11/88 concernant la protection des travailleurs
- Les publications UTE C Electricité, UTE C12.100, C12.118, C12.200, C13.100, C13.200, C14.100, C15.100, C17.100, UTE C12.210
- Décret du 14/12/72 contrôles et attestations de conformité
- Les directives CEE 89/336/CEM sur la compatibilité électromagnétique.
- Les normes NF C 91-081/082 relatives aux compatibilités électromagnétiques.
- La norme IEC 801.2 niveau 4 concernant l'immunité aux décharges électrostatiques.
- Les règles UTE C 91.011/013 concernant les perturbations électromagnétiques.
- La norme NF EN 55022 sur les perturbations radioélectriques pour appareils de traitement de l'information.
- Les recommandations de mise à la masse et de mise à la terre dans les installations de télécommunications.
- Normes EN 54 et ses déclinaisons sur la détection incendie
- Normes NFS 61.931, Dispositions générales des SSI
- Normes NFS 61.932 et NFS 61.970, Règles d'installation des SSI
- Normes NFS 61.933, Règles d'exploitation et de maintenance des SSI
- Normes NFS 61.934, Centralisateurs de mise en sécurité incendie
- Normes NFS 61.935, Unités de signalisation des SSI
- Normes NFS 61.936, Equipements d'alarme des SSI
- Normes NFS 61.937, Dispositifs actionnés des SSI
- Normes NFS 61.938, Dispositifs de commande des SSI
- Normes NFS 61.939, Alimentation pneumatique de sécurité des SSI
- Normes NFS 61.940, Alimentation électrique de sécurité des SSI
- Normes NFS 61.941, Equipements de répétition d'exploitation
- Normes NFS 61.950, Matériels de détection incendie
- Normes NFS 61.962, Tableaux de signalisation à adresse de zone
- FD S 61 949 Commentaires et interprétations des normes SSI
- NF S 32 001 Son normalisé pour les diffuseurs d'alarme.

2. Aux décrets et arrêtés définissant les dispositions de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, notamment :

- Les prescriptions concernant la sécurité contre l'incendie
- Le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public du 25 Juin 1980
- Les arrêtés modificatifs du règlement de sécurité parus depuis 1980.
- Article GN 8 §5 (Arrêté du 24 septembre 2009)

3. Aux prescriptions éventuelles de l'avis du C.S.T.B., concernant les matériaux mis en œuvre ;

Aux règles de normalisation et instructions publiées par l'Association française de normalisation AFNOR

Aux prescriptions de pose des fabricants, ainsi qu'aux impositions complémentaires émises par la Commission Technique des Assurances et aux règles édictées par l'APSAD I7.

Pour tous les textes parus avant l'établissement de la soumission, les modifications sont à prévoir par l'entreprise lors de sa réponse, et restent à sa charge ;

Pour tous les textes paraissant après, il appartient à l'entreprise de proposer au Maître d'Ouvrage les incidences financières qui en découlent, avant toute exécution.

Les installations seront dans tous les cas conformes aux règlements en vigueur au jour de la signature du marché ainsi qu'aux normes AFNOR et DTU.

Les matériaux ou matériels employés seront toujours de bonne qualité dans l'espèce indiquée et conformes aux normes françaises AFNOR homologuées à la date de la signature du marché.

Les listes ne sont ni exhaustives, ni limitatives.

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance de ces textes et d'une manière générale de tout texte, loi, décret, arrêté et réglementation intéressant son activité pour l'exécution du contrat. En aucun cas le niveau de prestations requis ne saurait être interprété comme inférieur à celui réglementairement exigé par les dispositions précitées.

Chapitre 2 - OBJECTIFS ET DEFINITIONS DES BESOINS

Article 6 - DEFINITIONS DES BESOINS

L'Université souhaite faire réaliser différentes prestations par des sociétés spécialisées dans la maintenance des systèmes de sécurité incendie.

Les impératifs sont les suivants :

- Mettre en place d'une façon méthodologique et qualitative la maintenance,
- Réaliser la maintenance des installations techniques et des équipements afin de conserver le patrimoine dans un état de durabilité optimum,
- Réaliser les prestations de maintenance selon la réglementation applicable aux installations et aux bâtiments,
- Assurer une disponibilité, une fiabilité et une qualité de fonctionnement des installations,
- Adapter et améliorer l'état et le fonctionnement des installations afin de répondre parfaitement :
 - Aux contraintes d'environnement et d'utilisation,
 - À la réglementation en vigueur ainsi qu'aux évolutions technologiques,
 - Aux contraintes de sécurité et d'exploitation du POUVOIR ADJUDICATEUR.
- Établir des rapports d'exploitation permettant un suivi régulier :
 - De l'ensemble des prestations contractuelles,
 - Des garanties de résultats,
 - De l'état et du fonctionnement des installations techniques,
 - Des coûts d'exploitation,
 - Des remplacements et modifications effectués.
- Établir et mettre à jour des supports d'exploitation permettant de constituer et de suivre :
 - Une liste des matériels,
 - Les attestations de visites
 - Le suivi du traitement des observations des bureaux de contrôle et des commissions de sécurité.
- Assurer une assistance téléphonique 24h/24, 365 jours par an,
- Garantir un délai d'intervention sous 24h (jour ouvré),
- Participer aux réflexions d'amélioration des installations (plan de progrès, ...),
- Assister l'Université pour la gestion des garanties sur les installations objet du marché ainsi que pour la gestion des désordres survenant à la suite d'incidents.

Article 7 - OBLIGATION DE RÉSULTATS ET OBLIGATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

La prise en charge des prestations définies dans le présent marché constitue un contrat d'entreprise avec obligation de résultats.

Le TITULAIRE accepte de prendre en charge l'exploitation et la maintenance des installations dans les conditions et selon les obligations figurant au présent marché.

Les objectifs en matière de résultat consistent à :

- Garantir la sécurité des biens et des personnes,
- Garantir la maintenabilité et la durabilité des performances de fonctionnement à un niveau optimal, proche de celui des performances initiales,
- Garantir la continuité de service et le maintien des paramètres de fonctionnement,
- Limiter au maximum les gênes et ne pas entraver l'exploitation normale des bâtiments,
- Respecter les délais d'intervention, de dépannage et de remise en état,
- Diminuer constamment les quantités d'anomalies relevées par les organismes de contrôle.
- Assurer le reporting de ses interventions,
- Respecter le planning de maintenance préventive défini par le titulaire et validé par le POUVOIR ADJUDICATEUR.

Il appartient au TITULAIRE de compléter si nécessaire les moyens minimaux qu'il a défini dans son projet d'organisation pour répondre à ses obligations de résultats.

Le respect des objectifs se traduit par :

- Un taux de disponibilité élevé des installations,
- Un taux de défaillance faible après réparation,
- La rapidité dans les interventions,
- Le respect des consignes de fonctionnement.

Afin de permettre au TITULAIRE d'exécuter ses prestations, l'UGA, l'IEP et la direction maintenance et logistique des sites de Valence s'engagent :

- À veiller à l'utilisation normale, par ses personnels, des ouvrages et installations, conformément aux prescriptions, notices d'exploitation et documents qui lui ont été fournis,
- À faire effectuer toutes les vérifications et contrôles réglementaires par des organismes agréés. A noter que le TITULAIRE doit assister à la demande du POUVOIR ADJUDICATEUR sans surcôt à ces vérifications ou contrôles.
- À prendre en charge jusqu'à l'intervention du spécialiste du titulaire, toute mesure de sécurité qui s'impose en cas d'interruption du système,
- À faciliter l'accès du TITULAIRE aux locaux et matériels installés,
- À permettre au TITULAIRE l'accès à l'ensemble des documents en sa possession, nécessaires à l'exécution des prestations,
- À n'apporter aux équipements objet du présent marché aucune modification importante sans information préalable du TITULAIRE.

Le POUVOIR ADJUDICATEUR donnera en début de contrat la liste des référents marchés avec leurs coordonnées au TITULAIRE, cette liste peut à l'initiative du POUVOIR ADJUDICATEUR être modifiée en cours de marché.

Chapitre 3 - MAINTENANCE – CONTENU DES PRESTATIONS

Article 8 - DEFINITIONS

8.1 - RAPPEL DES NIVEAUX D'INTERVENTION

La mission de maintenance confiée au TITULAIRE doit permettre d'assurer la pérennité et le maintien dans le temps des performances de l'ensemble des installations techniques, équipements et réseaux composant ces installations à un niveau optimal.

Les prestations objet du présent marché comprennent les opérations de maintenance préventive systématique, et corrective, telles que définies ci-après :

Niveau I (personnel exerçant une responsabilité générale de surveillance)

Le niveau I correspond à l'accès direct au système par toute personne exerçant une responsabilité générale de surveillance et qui est censée réagir en premier et rechercher l'origine d'une alarme feu ou d'un dérangement. Ceci suppose au moins une protection physique d'accès, soit par conception du matériel, soit en installant celui-ci à un emplacement réservé.

Toute opération effectuée correspond à la gestion normale du système.

Exemple d'intervention au niveau I : commande manuelle provoquant le déclenchement de l'automatisme de mise en sécurité d'une ZS.

Niveau II (personne ayant une responsabilité particulière de sécurité)

Le niveau II correspond à un accès au système par toute personne exploitante formée, informée et autorisée qui non seulement est en mesure de pratiquer certaines opérations d'exploitation mais aussi d'apprécier les conséquences qui en découlent.

Les opérations effectuées à ce niveau sont susceptibles de modifier les états du système. Elles ne peuvent être exécutées que si le manipulateur suit une procédure particulière nécessitant un dispositif d'accès spécifique (clef, code, etc.).

Exemple d'intervention au niveau II : réinitialisation du système.

Niveau III (personnel habilité à faire de la maintenance)

Le niveau III correspond à un accès au système par toute personne chargée d'effectuer les mises en service et les opérations de maintenance technique telles que prévues par le constructeur.

Il est nécessaire d'utiliser un outil standard ou non (tournevis, clef, code, etc.).

En ce qui concerne le matériel, ce niveau permet de procéder aux opérations de vérification et de mesure afin de s'assurer du bon fonctionnement et de remplacer les éléments dont l'interchangeabilité est prévue.

En ce qui concerne le programme éventuel, ce niveau permet de changer des paramètres dont la modification a été prévue à la conception.

Exemples d'interventions au niveau III : remplacement à l'identique d'une carte électronique sur connecteur, modification de la programmation des séquences suite à une redistribution de locaux.

8.2 - MAINTENANCE PREVENTIVE

La maintenance préventive est effectuée, selon des critères prédéterminés, dans l'intention de réduire la possibilité de défaillance d'un bien ou la dégradation d'un service rendu et de maintenir, dans le temps, les performances de matériels ou d'équipements à un niveau optimal proche de celui des performances initiales.

La mise en place des prestations correspondantes a pour objet :

- De garantir le bon fonctionnement des équipements, notamment en minimisant les risques d'interruption de fonctionnement,
- De limiter à terme les actions correctives d'ampleur en privilégiant une maintenance préventive systématique.

La maintenance préventive permet :

- D'éviter la détérioration d'un organe principal, par le remplacement d'un sous composant,
- De diminuer les risques d'avaries ainsi que les coûts résultant de l'indisponibilité de l'équipement,
- D'accroître la sécurité des biens et des personnes,
- D'effectuer dans des conditions idéales des tâches préparées à l'avance et donc de gagner du temps.

Les opérations correspondantes permettent de provoquer les interventions "extraordinaires" des spécialistes lors de la mise en évidence des risques de défaillance.

Description des prestations de maintenance préventive

Lors des visites de maintenance préventive le TITULAIRE devra réaliser l'intégralité des essais fonctionnels décrits dans les annexes B à K de la NFS61-933.

ECS/CMSI

- Contrôle des tensions élémentaires et des protections
- Contrôle des différents circuits
- Contrôle des connexions
- Contrôle des fonctions d'exploitation
- Contrôle des voyants
- Vérification repérage et signalétique (plaquettes de référence, vignettes NF...)

ALIMENTATION DE SECOURS ET/OU PUISSANCE - BATTERIES

- Contrôle de la charge des batteries, nettoyage des cosses
- Mise en fonctionnement en secours (coupant la source principale)
- Contrôle des tensions et courants
- Remise en fonctionnement marche normale
- Contrôle du fonctionnement du chargeur automatique

Le remplacement des batteries d'accumulateurs peut être effectué selon le résultat des mesures préconisées par le constructeur de l'alimentation.

A défaut les batteries doivent être changées par un matériel neuf, au plus tard quatre ans après leur mise en service.

Les nouvelles batteries doivent rester conformes aux spécifications du fabricant du produit dans lequel elles sont implantées.

DETECTEURS PONCTUELS

- Contrôle de l'état des lignes des détecteurs, isolement, courant de garde, courant d'alarme
- Contrôle de fonctionnement de chaque détecteur
- Essais sur les lignes avec un générateur adapté
- Essais sur le dérangement de chaque boucle en débranchant successivement un détecteur, un fil et / ou en enlevant un fusible

DETECTEURS MULTI-PONCTUELS

- Essais avec générateur adapté
- Dépoussiérage du réseau de prélèvement
- Test du système de surveillance de l'obstruction du réseau

DETECTEURS LINEAIRES DE FUMÉES

- Nettoyage de l'optique
- Contrôle du circuit
- Contrôle de l'alignement émetteur, récepteur
- Essais d'alarme par opacité et dérangement par obstruction

INDICATEURS D'ACTION

- Contrôle de l'état
- Contrôle de fonctionnement de chaque indicateur d'action

DECLENCHEURS MANUELS

- Contrôle de l'état
- Contrôle de fonctionnement de chaque déclencheur manuel

ASSERVISSEMENT

- Contrôle des circuits de commandes d'asservissements
- Contrôle de la bonne transmission des ordres de commandes automatiques et / ou manuelles ainsi que des ordres de mise en service des différents éléments commandés avec ou sans contrôle des circuits de surveillance de lignes et des signalisations des ordres donnés au tableau.
- Tous les D.A.S (PCF, VCF, CCF, etc....) y compris ceux qui disposent d'un contrôle de position et d'un réarmement à distance, feront l'objet d'un examen visuel direct. Chaque dysfonctionnement ou anomalie constaté sera consigné avec précision sur les fiches d'essais.
- Pour les systèmes d'extraction mécanique associé au désenfumage, mesures de débits et vérification de la conformité avec l'installation et le besoin.

EQUIPEMENTS D'ALARME – ESSAIS DE FONCTIONNEMENT

- Contrôle de l'état de chaque diffuseur sonore
- Contrôle de l'état de chaque diffuseur lumineux
- **Essais de fonctionnement obligatoire sur chaque bâtiment**

DISPOSITIFS DE TRANSMISSION DES ALARMES ET DERANGEMENTS

- Essai des dispositifs de TRE, U.A.E, imprimante

ARRETS TECHNIQUES

- Essais des commandes (Energie, Climatisation, Ventilation etc. ...)

Nota : Les coupures énergie ne pourront être exécutées sans l'accord préalable du responsable de site.

8.3 - MAINTENANCE CORRECTIVE

Les interventions qui relèvent de la maintenance corrective ont pour objet la remise en état de fonctionnement des matériels ou équipements à la suite d'une défaillance ou d'une dégradation.

Dans le cadre du marché, le TITULAIRE assure les interventions de maintenance corrective de tout type.

La maintenance corrective débouche sur deux types d'intervention : palliative ou curative.

a) Maintenance palliative

Elle caractérise les dépannages, c'est à dire une remise en état de fonctionnement effectuée in situ, parfois sans interruption de fonctionnement de l'ensemble concerné, avec un caractère « provisoire ».

Les interventions correspondantes visent à réduire :

- la durée d'arrêt des installations,
- les conséquences et, d'une façon générale, les désordres qui s'en suivent,
- les risques encourus par les occupants des locaux.

b) Maintenance curative

Elle caractérise les réparations, faites in situ ou en atelier, parfois après dépannage, avec un caractère définitif.

Article 9 - PRESTATIONS DE MAINTENANCE – SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE

9.1 - GENERALITE ET PRESTATIONS MINIMALES

Les prestations faisant l'objet du contrat comprennent l'ensemble des opérations définies **dans la norme NFS61-933 de décembre 2022 relatif aux règles d'exploitation et de maintenance des systèmes de sécurité incendie**

Le TITULAIRE s'engage à mettre des techniciens compétents ou spécialisés, au sens de la NFS 61.933, sur les présentes installations pour réaliser les prestations. Il s'engage à assurer de façon générale ces prestations conformément aux règles en vigueur.

Les prestations, non exhaustives, énumérées ci-dessous sont donnés à titre indicatif et en aucun cas, ne sauraient être limitatives. La consistance de ces prestations doit être adaptée aux caractéristiques et conditions d'utilisation des matériels et aux prescriptions du fabricant.

9.2 - PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES

En complément des prestations d'entretien minimales fixées par la NFS61-933 de décembre 2022, le TITULAIRE doit le remplacement de toutes les batteries des SSI, (comprends les batteries des SDI, des CMSI et de toutes les AES liées SSI).

Dans le cas de remplacement de matériel dû à du vandalisme, de la vétusté ou une surtension, les frais engendrés seront à la charge du donneur d'ordre.

Portes à fermeture automatique

Le titulaire doit l'entretien des ventouses, bandeaux, et des pivots de portes à fermeture automatique asservies au SSI

Réarmement des DAS

Après chaque intervention préventive le titulaire devra le réarmement de tous les DAS, sans surcoût supplémentaire.

Dans le cadre d'intervention pour dépannage ou d'un devis, si un accord préalable n'a pas été convenu avec les membres du groupement, cette prestation est due au titulaire.

9.3 - FORMATION DU PERSONNEL DES SITES EN CHARGE DE LA SECURITE

Conformément à la norme NFS-61.933 paragraphe 7.2, le TITULAIRE assure une formation sans surcoût supplémentaire, du personnel des sites, relative au fonctionnement des matériels en fonction, ainsi qu'à la conduite à tenir en cas de pannes ou de dysfonctionnement.

Cette formation du personnel devra avoir lieu une fois par an dans le cadre de la maintenance préventive. Une formation annuelle par bâtiment sera réalisée avec la fourniture d'une attestation de formation.

9.4 - OBLIGATION DE CONSEIL ET D'INFORMATION

Conformément à la norme NFS-61.933 paragraphe 7.10, le titulaire s'engage à faire état de préconisations, argumentées ou justifiées par des textes de référence s'ils existent, en termes de devoir d'information et de conseil, par exemple l'analyse de l'installation eu égard à l'évolution du risque surveillé.

D'une manière générale, le titulaire informe par écrit le POUVOIR ADJUDICATEUR de tous les problèmes qu'il rencontre dans la réalisation de ses prestations. Il doit en tout état de cause signaler aux POUVOIR ADJUDICATEUR, dès qu'il les décèle, les incidents prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité des personnes, des locaux ou des biens, et lui indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans le cas où il ne serait pas porté remède.

En outre, si les installations venaient à terme à ne plus être conformes, ou devenir obsolètes ou non-réparables faute de pièces de rechange, le titulaire signale, par écrit, sans délai, aux membres du groupement les contrôles et mises en conformité qui lui semblent nécessaires, en complément de ceux qui lui sont indiqués par l'organisme de contrôle.

Article 10 - MODALITES D'EXECUTION

10.1 - MAINTENANCE PREVENTIVE

Le TITULAIRE est responsable de la politique de maintenance. Il s'appuie sur les prestations minimales de maintenance développées ci-dessous et se doit de les compléter si besoin en termes de fréquence et de tâches, pour garantir le respect de ses obligations de résultats.

Le TITULAIRE conserve l'entière responsabilité de la politique de maintenance, il lui appartient :

- D'adapter ces gammes aux exigences spécifiques des installations (équipements spécifiques, conditions d'exploitation particulières...) pour garantir les objectifs de résultats,
- D'améliorer ces gammes au cours de l'exploitation du site en tenant compte de l'expérience acquise,
- De compléter les gammes par les données des constructeurs,
- De mettre à disposition du POUVOIR ADJUDICATEUR, à la fin de la période de prise en charge, pour validation, les gammes ainsi modifiées, en explicitant les évolutions par rapport aux gammes types.

Le TITULAIRE doit se conformer aux notices techniques des différents constructeurs, notamment lorsque les tâches sont liées à la durée de fonctionnement des équipements et à une fréquence d'essai préconisées par le constructeur.

Dans le cadre des visites préventives, si le prestataire constate que l'ensemble ou une partie de l'installation nécessite une remise en état partielle ou totale (par exemple : remplacement de technologie des détecteurs selon le risque des locaux, obsolescence des matériels, etc.), cette remise fera l'objet d'un devis qui sera soumis à l'approbation du responsable.

Lors des visites de maintenance préventives, le TITULAIRE devra réaliser les essais fonctionnels (voir annexes B à K de la NFS61-933) au minimum une fois par an. Ces essais peuvent être répartis sur deux visites.

Pour les SSI de catégorie A comportant plus de deux ZS, les essais fonctionnels du CMSI doivent être réalisés en deux visites espacées au minimum de quatre mois. Une deuxième visite est nécessaire dès lors que celui-ci comprend au moins une ZA plus deux ZC ou une ZA plus une ZC plus une ZF. Pour chaque scénario, lors d'une de ces visites les essais seront effectués en mode manuel depuis l'UCMC, et lors de l'autre visite, en mode automatique à partir du déclenchement d'un des éléments choisis de façon aléatoire dans la ZD considérée.

Les interventions de maintenance préventive systématique ont pour but :

- De surveiller efficacement l'état des équipements et installations, d'accroître la sécurité des biens et des personnes
- De réduire les risques de pannes ainsi que les coûts résultants de l'indisponibilité de l'équipement,
- D'éviter de procéder en urgence à des réparations plus coûteuses que des réfections programmées au bon moment,
- D'éviter d'exécuter des travaux plus importants que nécessaires, lorsqu'ils sont faits en temps utile,
- D'éviter la détérioration d'un organe principal, par le remplacement d'un sous composant.
- Pour les systèmes d'extraction mécanique associé au désenfumage, le titulaire effectuera les mesures de débits et en vérifiera la conformité avec l'installation et le besoin. Si les valeurs de références n'existent pas, l'université à la demande du titulaire fera procéder à ses frais cette mesure par un bureau de contrôle de son choix.

Après chaque jour d'intervention, le titulaire devra fournir, avant son départ, une fiche d'intervention signé conjointement par le technicien compétent et le chef d'établissement ou son représentant ; Cette fiche d'intervention devra spécifier à minima :

- État du système (ou sous-système) à l'arrivée du technicien,
- Équipement(s) échangé(s),
- État fonctionnel du système au départ du technicien compétent.

Par ailleurs, les éléments non opérationnels seront clairement notifiés.

A l'issue de la visite et au plus tard dans les 2 jours suivant la fin de l'intervention de maintenance préventive, le TITULAIRE transmettra un compte rendu au donneur d'ordre.

Les comptes rendus seront transmis sous format pdf aux adresses mail suivantes :

LOT 1 - dgdpat-dem-securite-incendie@univ-grenoble-alpes.fr

LOT 2 Valence - Severine.pourret@univ-grenoble-alpes.fr

LOT 2 Valence - Arnaud.dremont@univ-grenoble-alpes.fr

Ce compte rendu doit contenir :

- Le nom du rédacteur,
- Les dates et lieux d'intervention,
- La Photo du registre de sécurité ERP signé et tamponné, validant votre intervention
- le code équipement interne fourni par le POUVOIR ADJUDICATEUR
- Le SSI ou partie de SSI concerné par l'intervention,
- Le détail des actions de maintenance préventive
- La confirmation ou non de l'adéquation du type et du nombre de détecteurs, en fonction du risque incendie, en cas de modification (modification d'un volume ou d'un type d'activité par exemple),
- Le détail de chacun des écarts constatés lors des essais fonctionnels,
- Le détail des corrections réalisées en cours de visite,
- Des photos si nécessaire
- Les échanges à caractère périodique réalisés,
- La planification des échanges pour les prochaines visites (détecteurs, batteries, ré épreuves...),
- Les interventions à caractère correctif à faire réaliser,
- Les préconisations du mainteneur, argumentées ou justifiées par des textes de référence s'ils existent.
- **En cas de présence de temporisation de l'alarme le titulaire doit le préciser dans son rapport et établir un chiffrage pour sa suppression.**

MODALITES D'INTERVENTIONS / PLANIFICATION

Spécificités pour le LOT 1 :

Les visites de maintenance préventive devront se faire durant les jours ouvrés et les heures d'ouverture des bâtiments de 8h00 à 18h00.

Au titre de chaque reconduction annuelle, le TITULAIRE établira un planning annuel prévisionnel d'intervention qui devra être validé par les membres du groupement.

En cas d'impossibilité, le POUVOIR ADJUDICATEUR demandera au TITULAIRE un nouveau planning qui tiendra compte notamment du délai normatif maximum entre 2 visites selon le type de SSI sur un même bâtiment.

Si le TITULAIRE ne respecte pas le planning d'interventions validé, les pénalités prévues au présent CCTP pourront lui être appliquées. En cas d'impossibilité du TITULAIRE à honorer une intervention, celui-ci devra prévenir le POUVOIR ADJUDICATEUR 2 semaines avant l'intervention et la reprogrammer dans le mois en cours, le non-respect de ces conditions entraînera l'application de pénalités.

Si le jour de l'intervention la prestation ne peut se réaliser, du fait du POUVOIR ADJUDICATEUR, le TITULAIRE devra proposer une autre date en concertation avec les référents du POUVOIR ADJUDICATEUR. Ce dernier proposera au titulaire une autre intervention à réaliser le jour J, si ce n'est pas le cas le paiement des frais de déplacement du TITULAIRE pourra être effectué, à la demande du TITULAIRE.

Spécificités pour le LOT 2 Valence :

Les dates d'intervention seront fixées d'un commun accord entre le titulaire du marché et l'Université au plus tard quatre semaines avant l'intervention. Les interventions auront lieu les jours ouvrés, dans les plages horaires suivantes : de 7H30 à 17H30 et sont à prévoir a priori pour les mois de juin/juillet (durant les périodes de fermeture pédagogique).

Si l'une des parties désire déplacer une visite, elle en informe l'autre au moins 48 H avant la date prévue.

Aucune intervention ne doit être réalisée sans avertir la Direction Technique Valence 48 H à l'avance.

Condition particulière générale pour les 2 lots, relative aux dates et heures d'intervention :

L'attention du TITULAIRE est attirée sur le fait qu'il a l'obligation de s'assurer, préalablement à toute intervention, que sa présence ainsi que les essais et manipulations qu'il effectuera ne perturberont pas les activités d'enseignement et recherche dans le lieu d'intervention, notamment et surtout en périodes d'examens. Il doit en conséquence faire valider suffisamment à l'avance ses dates d'interventions par les référents des membres du groupement.

A chaque intervention les intervenants du TITULAIRE doivent informer le référent de l'UGA de leur arrivée sur le site et rendre compte avant leur départ. Ils doivent également tenir à jour les documents contractuels.

10.2 - MAINTENANCE CORRECTIVE

Les prestations faisant l'objet du prix forfaitaire du présent marché, comprennent les interventions de dépannages et de diagnostic pendant les jours ouvrés et les heures d'ouverture des bâtiments (8h00 à 18h00).

Les opérations de maintenance corrective doivent être réalisées par un technicien spécialisé pour intervenir sur les éléments constitutifs du SSI au niveau d'accès III ou IV (voir Annexe A de le NFS 61.933)

Ce personnel doit en outre, posséder la compétence pour apprécier les conséquences de ses actions sur le système et son exploitation.

Les opérations de maintenance corrective sont réalisées :

- À la suite d'une défaillance, d'une dégradation ou d'une réclamation constatée par le TITULAIRE ou le POUVOIR ADJUDICATEUR,
- À la demande du POUVOIR ADJUDICATEUR qui précise le degré d'urgence d'intervention souhaité, soit en fonction des perturbations constatées, soit à partir des informations données en clair par les systèmes,
- À l'initiative du TITULAIRE dans un cadre de maintenance préventive, de prestations de surveillance-

Le TITULAIRE ne peut prétexter que l'origine de la défaillance est extérieure aux installations objet du présent Contrat pour refuser d'intervenir.

En cas de doute sur l'origine d'un défaut, le Titulaire est chargé de définir les frontières de responsabilité et de déclencher le processus de correction en faisant intervenir l'organisme ou le Titulaire incriminé.

L'intervention du titulaire par un technicien spécialisé pour diagnostic est réalisée sous **24 heures** (jour ouvré) sur simple appel téléphonique des référents du POUVOIR ADJUDICATEUR, suivi d'une confirmation électronique.

Le TITULAIRE en cas de non remise en service de l'installation à l'issue de son diagnostic devra mettre tous les moyens à disposition afin de rétablir si possible en mode dégradée le fonctionnement de celle-ci, si cela n'est pas possible, il devra immédiatement en faire part au référent du POUVOIR ADJUDICATEUR.

Le titulaire fournit si nécessaire un devis de réparation **sous 48 heures** (jour ouvré).

Chaque intervention de maintenance corrective fait l'objet d'un compte-rendu transmis dans un délai maximum de 24h après l'intervention où sont mentionnés :

Ces comptes rendus seront transmis sous format pdf à l'adresse mail suivante :

LOT 1 - dgdpat-dem-securite-incendie@univ-grenoble-alpes.fr

LOT 2 Valence - Severine.pourret@univ-grenoble-alpes.fr

LOT 2 Valence - Arnaud.dremont@univ-grenoble-alpes.fr

- la date et l'heure :
 - de la demande
 - de l'intervention,
 - de remise en état
- les coordonnées du donneur d'ordre,
- le bâtiment et l'équipement concerné,
- le code équipement interne fourni par le POUVOIR ADJUDICATEUR
- L'état du système (ou sous système) à son arrivée et à son départ
- Description de la panne constatée
- la cause probable / supposée de la panne,
- le détail de l'intervention et le nom de l'intervenant,
- la ou les pièces remplacées et leur provenance,
- État fonctionnel du système au départ du technicien,
- une photographie représentative de l'intervention réalisée.

Spécificités complémentaires pour le LOT 2 Valence :

Toutes les opérations de maintenance corrective seront confiées pour la durée du marché au titulaire sur l'ensemble des bâtiments de l'Université à Valence.

Note importante : pour les bâtiments de l'INSPE, l'université n'étant pas propriétaire, les DM et les sirènes manquantes ne sont pas intégrées dans les prestations du titulaire, seule la maintenance des appareillages défectueux est à sa charge. Les ajouts de DM et de sirènes se feront éventuellement par devis.

10.3 - ASSISTANCE TELEPHONIQUE

Spécificités pour le LOT 1:

Le TITULAIRE devra proposer une assistance téléphonique 24h / 24, 7J / 7, tous les jours de la semaine y compris les jours fériés et chômés par un technicien qualifié qui assurera une assistance technique.

L'organisation du titulaire devra permettre de traiter uniquement les appels provenant du représentant du POUVOIR ADJUDICATEUR pendant les heures d'ouverture de l'UGA (du lundi au vendredi de 8h à 17h). En dehors de ces horaires les appels peuvent être émis par d'autres acteurs.

Spécificités pour le LOT 2 Valence :

Afin de faciliter l'exécution des prestations et pour assurer un suivi de qualité du présent contrat, le titulaire s'engage à fournir les coordonnées précises (nom, adresse, fax, téléphone) d'un ou de deux représentant(s) de l'Entreprise aux représentants de l'Université. Les représentants de l'entreprise devront être joignables facilement, au tarif local et parler français.

L'entreprise titulaire doit assurer une astreinte téléphonique de 07H00 à 19H00, du lundi au vendredi, sur toute l'année afin de permettre :

- soit un dépannage téléphonique par un technicien compétent concernant le SSI présentant un dérangement ;
- soit une demande de dépannage sur le site du SSI en défaut, par un technicien compétent.

Article 11 - DELAIS

11.1 - DELAIS D'INTERVENTION POUR DEPANNAGE

Le délai d'intervention correspond au temps entre la signification de la panne au TITULAIRE et le début de l'intervention.

Le délai d'intervention est : De **24 heures** maximums.

11.2 - DELAI DE REMISE EN ETAT

Dans le cas d'un dépannage concernant une petite panne, le délai de remise en état provisoire est fixé à 24 heures à compter de l'heure d'arrivée sur le site.

La remise en état définitive s'entend comme la remise en état permettant de retrouver les équipements ou ouvrages selon leurs spécifications initiales.

A la suite d'un dépannage ayant permis la remise en fonctionnement d'une installation défectueuse, le délai d'intervention afin d'effectuer la réparation définitive est laissé sous l'entière responsabilité du TITULAIRE.

Le titulaire fournit si nécessaire un devis de réparation sous 48 heures (jour ouvré) et, une fois le devis accepté par les membres du groupement, effectue la réparation au plus tard sous 5 jours (jour ouvrable) selon disponibilité des pièces.

La date programmée pour cette réparation définitive figurera dans le programme d'intervention du TITULAIRE, et sera clairement distinguée des tâches de maintenance préventive.

Tout prolongement du délai de remise en état devra être dûment justifié et soumis à l'approbation du POUVOIR ADJUDICATEUR. Cette approbation ne dégage pas le TITULAIRE de sa responsabilité car il demeure le seul compétent pour apprécier le caractère technique de l'urgence.

11.3 - DELAI D'ETABLISSEMENT D'UN DIAGNOSTIC

Le TITULAIRE doit assurer dans le cadre du présent marché une assistance au POUVOIR ADJUDICATEUR consistant à établir un diagnostic en cas de panne d'installations. Ce diagnostic s'applique aux équipements et ouvrages qui font l'objet du marché et il consiste à proposer au POUVOIR ADJUDICATEUR une solution corrective, à en évaluer le coût et le délai de mise en œuvre.

Le POUVOIR ADJUDICATEUR décide librement de la suite à donner à la solution proposée.

Les propositions tarifaires sont réalisées selon les éléments du Bordereau des prix unitaires.

Le délai maximal d'établissement d'un diagnostic à la suite d'une panne et après que les mesures provisoires ont été prises pour assurer un fonctionnement en mode dégradé et de 2 jours ouvrés.

Article 12 - FOURNITURES ET PIECES DE RECHANGE

Pour la réalisation de ses prestations, le TITULAIRE prend toutes les dispositions nécessaires pour avoir, en permanence, des pièces de rechange dans les délais prescrits d'intervention, l'indisponibilité d'une pièce ne l'exonérant nullement de ses responsabilités.

Le TITULAIRE devra, disposer d'un stock d'éléments constitutifs (multimarque) et/ou pièces détachées et des outils nécessaires à l'exécution de sa mission

Les caractéristiques techniques des pièces de rechange et des consommables indispensables au fonctionnement correct des installations sont celles qui sont préconisées par le constructeur. Elles sont conformes aux normes en vigueur.

Sont considérées comme pièces de rechange ou petits équipements, d'une façon générale, les pièces détachées et les composants d'équipements nécessaires au remplacement d'un élément reconnu défectueux ou inapte à effectuer son service.

Les pièces détachées de remplacement sont conformes aux pièces d'origine, pour autant qu'elles existent toujours sur le marché. Tout changement de caractéristique doit être signalé à l'Université Grenoble Alpes (UGA).

Les pièces remplacées sont mises à la disposition de l'UGA qui se réserve le droit de les faire expertiser. Le TITULAIRE tient à disposition de l'UGA les copies des certificats de garantie des pièces installées.

Article 13 - FOURNITURE DE L'OUTILLAGE

Le TITULAIRE fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité, l'outillage nécessaire à la bonne exécution des prestations ;

- L'outillage courant ou spécialisé.
A ce titre le Titulaire doit être en mesure de disposer des outils multimarques nécessaire au diagnostique, dépannage et entretien de l'ensemble des équipements du marché.
- Les logiciels ou interfaces spécifiques
- Les appareils de mesure et de contrôle,
- Les équipements complets pour le travail en hauteur, le balisage des zones,
- Les équipement individuel et/ou collectif de sécurité.

Dans le cas où des outillages spéciaux sont fournis par le constructeur, ou l'installateur d'un équipement, ces outillages sont réputés faire partie intégrante de l'équipement considéré et doivent être maintenus au même titre que celui-ci.

Dans le cas où le titulaire est dépendant du fabricant pour des interventions sur les SSI, il devra préciser les marques et sites concernés et ainsi justifier d'un partenariat avec le fabricant.

Le TITULAIRE veille à ce que son personnel n'utilise pas l'outillage et les matériels appartenant à l'Université Grenoble Alpes (UGA) qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Si de l'outillage et des matériels appartenant à l'Université Grenoble Alpes (UGA) étaient prêtés au TITULAIRE, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa propre responsabilité.

Le prix forfaitaire est réputé comprendre toutes les dispositions et équipements nécessaires relevant de l'application des règles de sécurité et d'hygiène imposées par la réglementation. Il appartient au titulaire de vérifier que toutes ces règles sont parfaitement connues et appliquées par son personnel appelé à intervenir sur site.

Article 14 - DOCUMENTS ET RÉUNIONS D'EXPLOITATION

14.1 - DOCUMENTS CONSULTABLES SUR SITE - CARNET D'ENTRETIEN ET REGISTRE DE SECURITE

En application du code du travail, le Titulaire devra transmettre tous les documents et informations qui permettront au pouvoir adjudicateur d'élaborer et de suivre un dossier de maintenance des différents équipements au marché.

REGISTRE DE SECURITE

Pour les bâtiments recevant du public, les visites de maintenance réglementaires devront être notifiées dans le registre de sécurité ERP, avec signature et tampon de l'entreprise.

14.2 - MISE A JOUR DES DOCUMENTS

Le TITULAIRE devra pendant toute la durée du contrat la mise à jour des documents si nécessaire (mise à jour de plans, programmation...). Les dernières mises à jour de programmation resteront disponibles et accessibles au POUVOIR ADJUDICATEUR à tout moment et devront être transmises pour tous les SSI de tous les sites.

14.3 - DOCUMENTS PERIODIQUES A FOURNIR A L'UNIVERSITE GRENOBLE ALPES

PLATEFORME DE STOCKAGE

Le Titulaire doit la fourniture, l'initialisation et le paramétrage d'un outil informatique de Gestion Electronique des Documents (GED).

La GED permet au Prestataire de mettre en ligne périodiquement et de façon méthodique un certain nombre de documents, de formulaires et d'attestations.

Il est attendu du système mis en place par le Prestataire des fonctionnalités minimum, et notamment :

- La possibilité de fournir des accès différenciés aux utilisateurs ;
- La possibilité de rechercher un ou plusieurs documents ;
- La possibilité d'exporter des documents unitairement ou en masse ;
- La possibilité de conserver dans la GED l'ensemble des documents générés durant toute la durée du marché ;
- La possibilité d'envoyer un mail d'information aux utilisateurs lorsque de nouveaux documents sont mis en ligne ;
- La possibilité d'extraire l'ensemble des documents du contrat lorsque celui-ci se termine.

Accès

Le Prestataire doit prévoir au minimum :

- GED : 10 profils UGA ;
- 3 connexions simultanées ;
- Accès full web.

Documents hébergés dans la GED

Les documents hébergés dans la GED concerneront en particulier :

- Les rapports d'activité du Prestataire ;
- Les propositions tarifaires du Prestataire ;
- Les rapports de maintenance de chaque appareil ;
- Les attestations et formulaires d'entretien et de vérification réglementaires ;
- Le suivi du traitement des réserves réalisées par les bureaux de contrôle ;
- Les principaux fichiers de suivi de l'exploitation.

Les documents d'exploitation respecteront la codification définie par le pouvoir adjudicateur et seront envoyés par mail et déposés sur la plateforme de stockage mis à disposition par le Titulaire.

RAPPORT D'INTERVENTION

Chaque intervention fera l'objet d'un rapport (respectant les propositions du candidat émises au sein du cadre de réponse contractualisé) mentionnant le nom de l'intervenant, le site concerné, la date d'intervention, et les détails ci-dessous listés suivants les types d'intervention.

Le contenu demandé dans ce rapport est détaillé au chapitre 10.2

RAPPORT DE MAINTENANCE

En complément des compte rendus d'intervention, le Titulaire doit fournir pour chaque maintenance et pour chaque équipement une attestation de vérification attestant de la bonne réalisation des prestations définies dans le marché.

Le contenu demandé dans ce rapport est détaillé au chapitre 10.1

ATTESTATION DE FORMATION

Le TITULAIRE établit pour chaque formation une attestation de formation, comportant à minima la date, le nom du bâtiment, le nom des personnes ayant assistés à la formation avec signature et le nom du formateur.

COMPTE-RENDUS D'INCIDENTS

Le TITULAIRE établit pour chaque incident un compte rendu écrit, comportant l'analyse des causes, les mesures prises éventuellement pour assurer la continuité du service, les opérations de remise en état définitive.

Le contenu demandé dans ce rapport est détaillé au chapitre 10.2

RAPPORT MENSUEL D'ACTIVITES

Le TITULAIRE doit transmettre à l'UGA tous les mois un rapport d'activité précisant pour la période écoulée :

- Les faits marquants de la période écoulée,
- Le bilan des opérations de maintenance préventive,
- Le récapitulatif des retards de maintenance préventive et les dispositions prévues pour y remédier,
- Le bilan des attestations de vérification transmises,
- La synthèse des appels de dépannage et de demande d'intervention reçus pendant le mois écoulé,
- Le suivi des indicateurs qui seront mis en place, (délais d'interventions, etc...)
- La liste des pièces et matériels remplacés ou modifiés en précisant la nature du remplacement ou de la modification,
- La liste des devis et leur état d'avancement,
- les travaux préconisés, compte tenu des problèmes de fonctionnement, de mise aux normes ou des nécessités de modernisation. Le TITULAIRE indique l'enveloppe financière nécessaire pour chaque type de travaux,

Le rapport d'activité est transmis dans un délai de 7 jours ouvrés après la fin de la période concernée. Il est présenté par le Titulaire lors d'une réunion mensuelle organisée dans les locaux du POUVOIR ADJUDICATEUR.

PROPOSITION DE TRAVAUX

Tous les ans, avant le 30 juin, le TITULAIRE fournit un rapport présentant les travaux qu'il juge utile de prévoir pour l'année civile suivante.

Ce rapport fourni sur un support « Excel » comporte :

- la description des travaux proposés,
- la motivation de ces travaux (réglementation, renouvellement de matériel arrivé en fin de vie, amélioration, recherche d'économies avec estimation du temps de retour sur investissement...),
- l'urgence des travaux proposés,
- le budget correspondant pour chaque poste (un prix précis devra pouvoir être donné par le TITULAIRE au plus tard le 31 août),
- le plan pluriannuel de travaux sur 3 ans mis à jour.

Cette proposition de travaux fait si besoin l'objet d'une réunion spécifique.

Article 15 - PRISE EN CHARGE - REMISE DU MATÉRIEL ET ÉQUIPEMENTS

15.1 - DESCRIPTION DES MISSIONS ATTENDUES

Cette mission a pour objet de mettre en œuvre le plus rapidement possible et le plus efficacement possible les prestations dues au titre du marché.

Les objectifs visés sont :

- La connaissance des lieux et des équipements,
- L'organisation de l'exploitation et la mise en place des prestations,

Ces prestations sont entreprises dès la prise en charge du Contrat et réalisées dans **un délai de deux mois**.

15.2 - CONNAISSANCE DES LIEUX ET DES EQUIPEMENTS

La mission comprend l'ensemble des interventions nécessaires à la prise en charge des installations. Elle doit permettre à l'équipe du TITULAIRE d'appréhender clairement toutes les contraintes et les spécificités des installations faisant l'objet du Contrat.

Le TITULAIRE doit :

- La réalisation et la formalisation d'un état des lieux et des essais nécessaires pour s'assurer du bon fonctionnement des installations :
 - Etat de fonctionnement et de conservation,
 - Conformités,
 - Conditions d'accessibilités,
 - Etc...
- Une prise de connaissance par les intervenants :

- des contraintes de fonctionnement des bâtiments,
 - de la nature des installations,
 - des conditions et moyens d'accès,
 - etc.
- La mise à jour de l'inventaire technique (marque, caractéristiques techniques des différents équipements,
- L'organisation, le classement et la vérification de l'ensemble des documents des installations fournis par le POUVOIR ADJUDICATEUR,
- Compléter la documentation en se procurant, auprès des constructeurs, la documentation des matériels et les notices de maintenance manquantes.

La mise en conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur est à la charge du POUVOIR ADJUDICATEUR. Le TITULAIRE fait connaître au POUVOIR ADJUDICATEUR par écrit la nature des mises en conformité qui lui paraîtraient nécessaires.

Dans les deux mois de la prise en charge, le TITULAIRE doit présenter ses observations sur l'état des installations qui lui sont confiées.

Sur les bases du rapport de prise en charge remis par le Titulaire, un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux sera établi à l'issue de la période de prise en charge. L'ensemble des remarques seront tracés dans un rapport informatique type Excel. Les non-conformités relevées seront chiffrées dans les conditions du marché (BPU)

Passé le délai de prise en charge, seules les réserves indiquées à ce procès-verbal sont prises en compte.

15.3 - ORGANISATION DE L'EXPLOITATION ET MISE EN PLACE DES PRESTATIONS

Le TITULAIRE doit mettre en place les prestations lui permettant d'être totalement opérationnel à l'issue de la période de mise en place prévue au Contrat.

Il doit notamment assurer :

- l'organisation et la mise en place des moyens prévus pour l'exécution des prestations:
 - l'équipe opérationnelle,
 - la sous-traitance,
 - les moyens matériels pour réaliser l'ensemble des prestations demandées,
 - la mise en place de l'assistance téléphonique,
 - etc.
- la formalisation des documents d'exploitation,
- l'établissement d'un stock de matériels compatible avec les objectifs du marché ,
- l'élaboration et la mise en place des méthodes d'organisation, de suivi et d'autocontrôle des prestations de maintenance.
- L'élaboration du plan de formation à l'exploitation

15.4 - ETIQUETAGE

Pendant la mise de prise en charge ou au maximum pendant la première visite de maintenance préventive, le Titulaire réalisera un étiquetage des équipements. Les supports des étiquettes devront être adaptés pour être durables et seront positionnées sur chaque SSI.

Cette étiquette, comprendra :

- le nom de la société,
- le code équipement interne fourni par le POUVOIR ADJUDICATEUR
- L'éventuel numéro de l'équipement donné par le Titulaire,
- le numéro d'appel pour les dépannages,
- la date de la dernière maintenance

Les éventuelles étiquettes existantes seront à retirer par la Titulaire.

15.5 - LIVRABLES ATTENDUS

Les livrables attendus à l'issue de la période de prise en charge sont :

- le rapport de prise en charge suite à l'état des lieux,
- la liste des observations sous format « Excel »
- les éventuels chiffrage liés au remises en état nécessaires,
- la liste du personnel affecté au marché et leurs habilitations
- la méthodologie d'organisation, de suivi et d'autocontrôle de la prestation,
- les trames du reporting d'activité pour validation du Pouvoir adjudicateur,
- le planning de maintenance et de formation annuel.
- L'inventaires des installations incluant l'ensemble des caractéristiques souhaitées par le Pouvoir adjudicateur.

15.6 - REMISE DES MATERIELS ET EQUIPEMENTS

Le TITULAIRE s'engage à laisser en fin d'exécution du marché, les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement.

Le TITULAIRE s'engage à initier le personnel du nouveau TITULAIRE chargé des prestations après expiration du présent marché pendant une durée de trente (30) jours ouvrés.

Cette initiative doit en particulier comprendre la communication de tous les plans, documents et instructions reçues, et l'autorisation au personnel du nouveau TITULAIRE d'accéder aux installations avant expiration du marché.

Le TITULAIRE devra remettre au POUVOIR ADJUDICATEUR la nomenclature des équipements mises à jour.

Les équipements et matériels mis à disposition du personnel du TITULAIRE pour effectuer les missions qui lui sont confiées, sont placés sous sa responsabilité.

En cas de dégradation de ces équipements (moyens de communication, badges, clefs...) faisant suite à une mauvaise utilisation, il est demandé au TITULAIRE d'assumer les frais de réparation ou de remplacement du matériel hors usage.

En général, toute dépense pour remise en état des équipements, des installations ou documents provenant d'un manquement du TITULAIRE aux obligations du présent marché, lui est retenue ou facturée.

Chapitre 4 - SUIVI DES VERIFICATIONS REGLEMENTAIRES

Article 16 - DEFINITIONS

Les vérifications réglementaires sur le périmètre contractuel sont pilotées par le Pouvoir adjudicateur et suivies conjointement par le Titulaire.

Sur le périmètre technique couvert par des prestations de maintenance confiées au Titulaire, celui-ci :

- Participe à la préparation du planning et à l'organisation des visites des organismes de contrôle missionnés par le Pouvoir adjudicateur ;
- A l'obligation d'accompagner les contrôleurs (bureau de contrôle et commission de sécurité) par du personnel habilité, **pendant toute la durée de la visite**, pour l'assistance générale ainsi que toutes les manœuvres, consignations et tous les démontages nécessaires pour leur permettre d'assurer leurs missions en toute sécurité et de façon la plus complète possible ;
- Pendant ces visites, le Titulaire s'engage à lever en direct les anomalies mineures constatées, afin de limiter les observations ;
- S'engage à résoudre les anomalies et à exécuter les travaux dus au titre du contrat dans un délai maximal de 30 jours, à compter de la date de transmission du rapport par le Pouvoir adjudicateur ;
- S'engage à fournir des propositions tarifaires sous 30 jours à compter de la date de transmission du rapport par le Pouvoir adjudicateur, pour les travaux qui ne seraient pas dus au titre du contrat ;
- Pour les travaux qui ne seraient pas dus au titre du contrat, le titulaire s'engage à réaliser sous 30 jours après réception du bon de commande, la levée des réserves du devis validé par le Pouvoir adjudicateur ;
- S'engage, pour chaque observation corrigée, à notifier l'indication « fait » sur les rapports avec la date et le nom de l'intervenant ;
- S'engage, par l'intermédiaire du Coordinateur, à assurer le suivi de l'ensemble des observations formulées au travers d'un tableau de synthèse « Excel » qui précisera pour chaque remarque et pour chaque site, les suites données ou à donner. Ce tableau sera présenté lors des réunions d'exploitation.

Des pénalités sont prévues en cas de non-présence du Titulaire lors d'une visite d'un bureau de contrôle ou d'une commission de sécurité sur un site dès lors qu'un planning de visites a été arrêté. Des pénalités sont également prévues en cas de non-respect des délais contractuels pour traiter les anomalies et non conformités.

Chapitre 5 - DISPOSITIONS PARTICULIERES

Article 17 - REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le marché est placé sous la conduite :

- **Du référent marché UGA pour le lot 1, qui est l'interlocuteur direct auprès du Titulaire,**
- **Du référent marché UGA pour le lot 2 Valence, qui est l'interlocuteur direct auprès du Titulaire,**
- D'un référent IEP pour ses propres installations (1 bâtiment), *dans le cadre d'un groupement de commande.*

Pour le périmètre de l'UGA lot 1, des référents secteurs (LPSC, DSIM, BAPSO, Les Houches, IUT 2 Grenoble, IUT 2 Vienne, Col du Lautaret) assureront un lien opérationnel auprès du Titulaire.

Donneurs d'ordre :

Toute demande d'intervention, de devis et de validation de devis, doit exclusivement émaner des membres du groupement ou des différents référents du marché UGA lot 1 et 2. Si une demande intervient d'un autre service, le titulaire doit s'assurer de la validation par le Service Automatismes de l'UGA.

En cas de non-respect de ce process les interventions ne pourront pas être facturée dans le cadre du contrat.

Article 18 - DEVIS ET FACTURATION

18.1 - DEVIS

Les propositions tarifaires sont réalisées selon les éléments du Bordereau des prix unitaires.

En cas de chiffrage de pièces non prévue au bordereau de prix, le titulaire devra réaliser sa proposition avec le coefficient de majoration prévu au BPU et fournir l'offre de prix du fournisseur.

Les devis doivent être réalisés par bâtiment, code équipement Abyla à préciser.

18.2 - FACTURATION

La facturation du contrat de maintenance (hors prestation sur devis) **sera réalisée trimestriellement, la facturation sera lissée sur l'année** (1/4 par trimestre). Un tableau de suivi, lié au planning, sera mis en place pour assurer la cohérence entre les visites passées et la facturation.

La facturation des prestations correctives sera réalisée mensuellement à la finalisation complète de la commande (mise à jour de plans comprise).

Article 19 - DISPOSITIONS RELATIVES AU PERSONNEL DU TITULAIRE

19.1 - LE RESPONSABLE

Le marché est placé sous la conduite d'un Responsable Contrat qui est l'interlocuteur direct auprès de l'UGA.

Il est présent sur les sites sur convocation de l'UGA ou de son représentant et a un pouvoir de décision suffisant pour engager la responsabilité du TITULAIRE.

Le responsable est chargé du suivi des interventions des agents sur les sites. Il doit être présent sur convocation de l'UGA et participe aux réunions de suivi.

Il est responsable :

- de l'organisation du travail,
- du respect de l'exécution des plannings de maintenance préventive,
- du contrôle de la qualité des prestations,
- des documents techniques et rapports tels que définis au présent marché,
- de l'organisation du travail,
- de la préparation et du suivi des prestations,
- de l'information de l'UGA,
- de la discipline du chantier et du personnel.

Il est précisé que le personnel du TITULAIRE est sous le contrôle et la responsabilité de l'encadrement défini ci-dessus.

Si le responsable vient à changer, le TITULAIRE doit impérativement informer l'UGA et lui communiquer les coordonnées d'un nouvel interlocuteur et ce dans les DIX (10) jours ouvrés suivant le changement opérationnel.

19.2 - PERSONNEL SUR SITE

Le personnel d'intervention et de remplacement nommément désigné par le TITULAIRE, en vue de l'exécution des prestations du présent marché, doit être préalablement agréé. Il est le seul autorisé à intervenir sur le site pour lequel le présent marché est effectif.

Pour cela, le TITULAIRE doit fournir, dans un délai de **QUINZE (15) jours** à compter de la notification du marché, puis, à chaque changement, la liste nominative du personnel d'intervention et de remplacement.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

Il convient de rappeler que le marché est à obligation de résultats. Il appartient au TITULAIRE dans le cadre de son marché, de définir le nombre, les durées et horaires de présence, et la qualité du personnel mis en place pour faire face à ses obligations contractuelles.

Le TITULAIRE est responsable de la qualification et du choix de sa main d'œuvre. La qualification de tout le personnel intervenant sur les sites doit pouvoir être vérifiée par le Pouvoir adjudicateur.

Le personnel d'intervention du TITULAIRE est soumis aux dispositions générales prévues par la législation du travail ainsi qu'aux règles qui sont appliquées au personnel extérieur intervenant sur les sites.

Article 20 - CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION

20.1 - REGLES DE SECURITE

MATERIELS

Les matériels, appartenant au TITULAIRE ou mis à sa disposition par l'UGA, doivent être tenus en bon état de marche et seront régulièrement contrôlés. Ils devront rester ou être rendus conformes aux règles de sécurité en vigueur.

BIENS

Toutes précautions sont prises pour que l'état des meubles, immeubles, aménagements, machines, etc... ne soit pas altéré par les opérations de maintenance.

Il est rigoureusement interdit au personnel du TITULAIRE de manipuler, pour quelque raison que ce soit, les appareils et matériels se trouvant dans les locaux et ne faisant pas l'objet des prestations du présent marché.

PERSONNES

Le TITULAIRE instruit son personnel sur les règles de sécurité du travail, tant générales que particulières. Le TITULAIRE veille à faire observer, par son personnel, les règles de sécurité du travail, notamment en ce qui concerne :

- Le port des vêtements de travail avec identification de la société et port des EPI
- les alarmes de sécurité,
- le travail en hauteur,
- l'encombrement de passages,
- les zones interdites,
- l'utilisation des prises de courant destinées au raccordement des outils,
- l'utilisation des chaussures isolantes quand cela est nécessaire,
- la demande de permis et autorisations nécessaires en fonction du type de travaux effectués.
- Le personnel du Titulaire devra être muni d'une carte d'identification ou d'un badge afin qu'il puisse être facilement identifié.

DISCIPLINE DE CHANTIER

Le TITULAIRE s'engage à faire respecter auprès de son personnel les règlements intérieurs et de sécurité propres aux Sites.

Il sera interdit au personnel du TITULAIRE :

- d'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux, aussi bien que d'y pénétrer en état d'ivresse,
- de provoquer du désordre, d'une façon quelconque, sur les lieux du travail et leurs dépendances,
- de tenir des réunions dans l'enceinte des locaux,
- de manquer de respect aux usagers,
- de se faire aider, dans l'exécution de son travail, par une personne étrangère à l'entreprise.

Cette liste n'est pas limitative.

20.2 - PLAN DE PREVENTION

Les prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité sont appliquées conformément au Décret n°92-158 du 20 février 1992.

Le TITULAIRE doit se conformer parfaitement à l'ensemble des dispositions prévues par le Code du Travail et par la réglementation en vigueur à la date d'exécution des travaux, l'application des dites dispositions relevant totalement de la responsabilité du TITULAIRE.

Le TITULAIRE s'engage aussi à faire respecter par son personnel le règlement intérieur du Site. Son non respect engage sa responsabilité.

Un plan de prévention sera établi conjointement avec l'université pour la durée du marché.

20.3 - PROCEDURES EN CAS DE SINISTRE

En cas de sinistre le TITULAIRE a, pour les installations relevant de sa compétence telles que décrites dans le C.C.T.P., la responsabilité :

- de déclencher toutes les actions nécessaires de sauvegarde,
- de mettre en œuvre tous les moyens utiles de secours et / ou de remplacement,
- de prévenir le POUVOIR ADJUDICATEUR.

20.4 - PROTECTION DES INSTALLATIONS EXISTANTES

La mission du TITULAIRE étant de maintenir les installations existantes en bon état de fonctionnement, les dégâts ou les interruptions de service qui peuvent résulter de sa faute sont réparés par lui-même et à ses propres frais dans les délais prescrits par ordre de service.

A défaut d'exécution rapide de ces réparations et après ordre de service resté sans effet, l'UGA peut sans qu'il soit nécessaire de recourir à une mise en demeure, les faire exécuter au frais du TITULAIRE par tous les moyens qu'il juge bon.

20.5 - TRAVAUX ANNEXES

En dehors des prestations incluses dans les précédents articles, le TITULAIRE a à sa charge tous les travaux annexes ou matériels nécessaires aux opérations de maintenance tels que :

- protection des matériels ou des installations des autres corps d'état,
- manutention,
- remise en état des locaux après les interventions pour les désordres de son fait.

Le TITULAIRE est responsable de toutes les installations sur lesquelles il est intervenu, tant d'une façon partielle que sur l'ensemble de celles-ci. En d'autres termes, toutes les installations, après intervention, doivent être en parfait état de fonctionnement et de sécurité et avoir, si cela doit être, un aspect de finition au moins identique à celui qu'elles avaient auparavant.

20.6 - ORGANISATION DES PRESTATIONS

Le TITULAIRE s'engage à :

- assumer, sous sa responsabilité exclusive, l'organisation du travail, la discipline, le respect des consignes, et la bonne tenue de son personnel,
- contrôler régulièrement le bon déroulement de la mission qui lui est confiée, et le respect des consignes données à son personnel,
- assurer la permanence de ses prestations, de telle façon que la mission, objet du présent marché soit parfaitement remplie,
- se conformer aux normes et règlements pour l'exécution des tâches qui lui incombent,
- faire en sorte que ces interventions ne provoquent aucune gêne des occupants, ni désordre sur les sites,
- restituer les installations, équipements et locaux en bon état à l'expiration du marché.

20.7 - GARANTIE

Garantie des installateurs

Les installations prises en charge peuvent être :

- des matériels achetés directement par l'UGA,
- des installations nouvelles réceptionnées à la date de prise d'effet du marché,
- des installations nouvelles non-réceptionnées à la date de prise d'effet mais dont l'exploitation sera malgré tout indispensable.

L'UGA subroge le TITULAIRE dans ses droits et actions liés ou à naître à l'encontre des constructeurs, des fournisseurs, des installateurs et de tout tiers responsable ou estimé responsable d'une avarie ou dommage survenant aux installations dont il a la charge.

En cas d'avarie sur du matériel ou installation sous garantie, le TITULAIRE prend les mesures conservatoires nécessaires et met en service les équipements de remplacement ou de secours éventuels.

Ces dispositions ne doivent pas être un frein à la continuité du service à laquelle le TITULAIRE est obligé.

Il prend soin de faire en sorte que ces interventions ne soient pas de nature à empêcher l'application des clauses de garantie. Il avertit immédiatement l'UGA des actions à mener pour bénéficier de cette garantie.

En outre, pendant cette période, le TITULAIRE prend toutes les dispositions en accord avec le constructeur ou l'installateur pour assurer la coordination de leurs interventions.

Le TITULAIRE est réputé connaître les clauses de garanties légales et particulières attachées aux marchés des travaux.

Pièces remplacées par le TITULAIRE

Une Fiche d'Identité et de Suivi est établie pour tout matériel ou pièce remplacée couvert par une garantie. Cette fiche mentionne la date d'effet de la garantie ainsi que de sa durée.

20.8 - MATERIELS ET OBJETS CONFIES AU TITULAIRE

Le TITULAIRE est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel et objet qui lui est confié, dès que ce matériel ou objet est entré effectivement en sa possession. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

Si le TITULAIRE ne peut restituer un matériel ou objet, pour quelque motif que ce soit, l'UGA décide, après s'être informé de ses possibilités, la mesure de réparation à appliquer : remplacement, remise en état ou pénalité.

Le cas échéant, l'UGA dotera le TITULAIRE de clés, en quantité suffisante, permettant l'accès à certains locaux intéressés par les prestations.

En cas de perte ou de vol, le TITULAIRE avisera aussitôt l'UGA des exemplaires manquants. Ceux-ci seront remplacés et feront l'objet d'une facturation au TITULAIRE, au tarif en vigueur. Pour les pass, le TITULAIRE devra le remplacement à ses frais des canons accessibles à partir du pass perdu.

En fin de marché, le TITULAIRE sera tenu de restituer au Pouvoir adjudicateur l'ensemble des moyens d'accès confié initialement.

20.9 - SIGNALISATION DES TRAVAUX

Chaque fois que cela sera nécessaire, le TITULAIRE devra, à ses frais et après approbation par l'Université Grenoble Alpes (UGA), placer les barrages ou déviations, poser les écriteaux et prendre toutes les dispositions pour assurer la signalisation et prévenir les divers usagers et le personnel de la présence de zones interdites.

En cas de carence du TITULAIRE, ou en cas de danger, l'UGA se réserve le droit de prendre toute mesure utile aux frais du TITULAIRE, et sans mise en demeure préalable, sans que cette action puisse dégager la responsabilité du TITULAIRE en cas d'accident.

20.10 - IMPACT ENVIRONNEMENTAL

Le titulaire a en charge de limiter son impact environnement. Pour cela il devra mettre en place une organisation lui permettant de supprimer des déplacements inutiles, de limiter ses déchets.

Le titulaire devra utiliser des véhicules Crit'Air 2 maximum sur ces sites et à minima dans l'agglomération grenobloise.